



SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Lot"



FONDS DE SOLIDARITÉ

PRANC

Données au 10/05/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 25 247 586 829 euros

Nombre d'aides : 8 737 853

Nombre d'entreprises : 2 010 462

Niveau Régional : Occitanie

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 2 386 010 559 euros

Nombre d'aides: 884 871

Nombre d'entreprises : 210 497

Niveau Départemental : Lot

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 67 137 141 euros

Nombre d'aides: 24 740

Nombre d'entreprises : 6 134



PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT

PRI ANC

Données au 30/04/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.

Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020. Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data gouv.fr

Niveau National





Montant total: 136 716 848 655 euros

Nombre de prêts : 672 619

Niveau Régional : Occitanie

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 9 319 184 406 euros

Nombre de prêts : 66 617

Niveau Départemental : Lot

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 223 062 659 euros

Nombre de prêts : 1 879



REPORTS D'ÉCHÉANCES FISCALES



Données au 15/04/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 3 443 499 395 euros

Nombre de reports : 112 770

Niveau Régional : Occitanie

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)

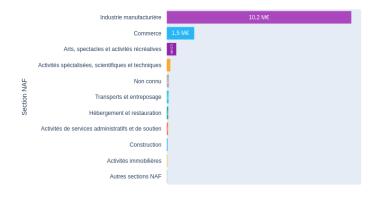


Montant total: 196 573 484 euros

Nombre de reports : 7 461

Niveau Départemental : Lot

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 12 970 620 euros

Nombre de reports : 205



AIDES AUX ARTISANS, COMMERÇANTS



Données au 30/09/2020 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

<u>Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr</u>

Niveau National





Montant total: 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Occitanie





Montant total: 99 699 360 euros

Nombre d'aides: 127 605

Niveau Départemental : Lot

Top 10 des aides CPSTI ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 3 710 760 euros

Nombre d'aides: 4 649



ACTIVITÉ PARTIELLE

PANC MANCE

Données au 23/02/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement.

Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National



Niveau Régional : Occitanie

